

Religion et liberté

À plusieurs reprises l'année dernière, certains d'entre vous m'avaient suggéré de prévoir une séance sur la religion. Mais d'autres estimaient que le sujet était un peu trop sensible... Et l'on comprend pourquoi. Nous vivons dans un monde où les rapports entre la religion et les autres activités humaines ne sont pas partout pacifiés au même degré. Bien sûr, dans nos démocraties, il n'y a plus de guerres de religion, il n'y a plus de conflits violents entre l'État et les religions, ni entre la science et la religion, ni entre l'art et la religion, ni entre la morale et la religion – même s'il existe toujours des tensions entre ces différents champs de l'activité humaine (pas seulement avec l'Islam). Mais ailleurs dans le monde, on sait que ces conflits existent, qu'il y a de terribles guerres de religion, que les religions ne respectent pas toujours l'autonomie de la politique, de la science, de l'art, de la morale ou de la philosophie et que ces dernières activités, en retour, ne respectent pas toujours elles-mêmes l'autonomie des religions (les régimes totalitaires du XXe siècle interdisaient les religions, ou n'autorisaient qu'une religion, celle qui se mettait à leur service ; et ce qu'il reste de ces régimes n'agit pas différemment aujourd'hui). Il apparaît ainsi que les religions représentent souvent une menace pour la liberté des autres activités humaines, et qu'en retour la liberté religieuse elle-même n'est pas toujours garantie par ces autres activités.

La question des rapports de la religion et de la liberté se pose donc encore aujourd'hui et c'est sans doute pour cette raison que certains d'entre vous étaient réticents à parler de religion. Mais je crois qu'il faut surmonter cette réticence pour poser clairement les deux questions que j'aborderai ce matin, des questions essentielles, aujourd'hui, pour ceux qui sont attachés à la valeur de liberté : comment les religions peuvent-elles respecter l'autonomie des autres activités humaines ? et comment ces autres activités peuvent-elles respecter l'autonomie des croyances religieuses ?

Pour poser ces questions, je commencerai par dire quelques mots de l'état de la société dans lequel nous nous trouvons, un état qui s'est installé progressivement en

Occident à partir du XVIIIe (du siècle des Lumières). Les sociologues et historiens parlent souvent à son sujet d'une *différenciation progressive des activités humaines* qui aurait marqué le développement des sociétés occidentales. Prenons quelques exemples pour éclaircir cette idée.

Pendant longtemps, le savoir et la morale ont été confondus. Dans l'Antiquité grecque, à Athènes, on étudiait la nature (on faisait de la « physique ») pour connaître, admirer et imiter le *cosmos*, pensé comme un tout limité et ordonné. La morale (et la politique) prenait appui sur cette étude. Il faut, disent tous les philosophes grecs, « suivre la nature ». Il y a une justice (*dikè*, en grec) dans le cosmos (la nuit n'empiète pas sur le jour, le jour n'empiète pas sur la nuit, etc.) et les humains doivent imiter cette justice dans les rapports qu'ils entretiennent. Il est évident qu'il n'en va plus de même aujourd'hui : notre physique étudie non plus le cosmos fini et ordonné mais un univers infini et chaotique, et les théories qu'elle construit n'ont absolument rien à nous apprendre au niveau moral et politique. En d'autres termes, notre physique est une science, ce n'est plus une sagesse. Personne n'aurait l'idée d'aller demander des conseils moraux à un physicien ! (Sauf s'il est par ailleurs une autorité morale, bien sûr).

Prenons un deuxième exemple. Dans de nombreuses sociétés anciennes, la religion n'était pas séparable du savoir (elle était une cosmologie, constituée d'un ensemble de mythes sur l'origine du monde) et de ce fait pas séparable non plus de la morale et de la politique. À Athènes, même après la naissance des premières sciences et de la philosophie, personne n'avait l'idée d'une pluralité de religions et de la notion de liberté religieuse. Il n'y avait qu'une religion, celle de la cité (« religion civique ») qui régissait les comportements individuels et collectifs. La situation n'était pas très différente pendant le Moyen-Âge chrétien en Europe, une époque où dominait la théocratie : savoir, morale et politique n'étaient pas dissociés. Et dans de nombreux pays, encore aujourd'hui, le pouvoir politique ne se distingue pas du pouvoir religieux (Iran, etc.).

Prenons un troisième exemple, celui de l'art. Pendant longtemps l'art n'a pas été ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire une activité à finalité principalement esthétique (c'est-à-dire visant à produire un plaisir esthétique). L'art était inséparable soit de la technique (artisanat) soit de la politique (hauts faits des rois et princes) soit de la religion

(un masque dogon n'a une finalité seulement esthétique que dans un musée européen, au Mali il a une fonction rituelle funéraire). Ce n'est que depuis le XVIIIe que la fonction esthétique est passée au premier plan (le mot « esthétique », dans son sens moderne a été inventé par Baumgarten, un philosophe allemand du XVIIIe).

Prenons un dernier exemple. Au Moyen-Âge, en Europe, la philosophie était définie comme une « servante de la théologie » (Thomas d'Aquin). Il est évident qu'il n'en va plus de même aujourd'hui.

Que s'est-il passé ? Comment les différentes activités dont je viens de parler se sont-elles autonomisées ?

Pour le comprendre, il faut revenir sur ce qu'est une religion. Il y a évidemment de nombreux types de religion, mais pour simplifier je prendrai seulement l'exemple des monothéismes, que nous connaissons mieux.

Une religion est ce que l'on pourrait nommer un *discours total*, et c'est parce qu'il est total qu'il peut devenir *totalitaire* (mais il n'y a aucune nécessité à cela, nous allons le voir). La religion qui prend appui sur la Bible (ancien et nouveau testament), par exemple, se présente à la fois comme une théorie du monde (cosmologie) et comme une morale (non distinguée du droit, à l'époque). La *Genèse* raconte l'origine du monde et l'*Exode* et le *Deutéronome* prescrivent des comportements (les dix commandements). Comme je l'ai dit plus haut, ce discours total a pu devenir également un discours politique (les rois français étaient censés être de « droit divin »). Et l'on sait que la Bible est en même temps une œuvre d'art (les *Psaumes* sont de magnifiques poèmes) et que le christianisme a inspiré 15 siècles de peinture, de musique, de littérature, un art qui était à quelques exceptions près religieux.

C'est ce discours total qui a éclaté progressivement en Europe.

D'une part la science est devenue de plus en plus autonome de la religion (Napoléon aurait demandé à Laplace pourquoi dans son système astronomique il ne parle jamais de Dieu, et Laplace lui aurait répondu : « sire, je n'ai pas eu besoin de cette

hypothèse »). Aujourd'hui il n'y a plus le moindre lien entre la cosmologie scientifique et la religion.

Aux XVIIe et XVIIIe, le pouvoir politique et le pouvoir religieux ont divergé progressivement, non sans difficulté. Les États se sont émancipés de la papauté, et nombre de ces États se sont émancipés de leur religion nationale. Les concepts de *tolérance* et de *laïcité* se sont progressivement mis en place, à la fin des guerres de religion. Le droit n'a plus été considéré comme dicté par l'Écriture mais comme émanant de la volonté du peuple.

Encore au début du XIXe, il y a eu en France une polémique sur le thème : « peut-on être athée et moral ? ». La réponse était souvent négative. Aujourd'hui, plus personne ne pose cette question. Il existe une morale religieuse mais aussi une morale rationnelle (certains d'entre nous, qui n'ont aucune religion, considèrent que c'est leur raison qui leur dicte le respect des autres, cela parce que ces autres ne sont pas différents d'eux-mêmes).

L'art s'est peu à peu émancipé, aux XVIIIe et XIXe, de la religion, je l'ai dit.

Ce processus d'autonomisation, de dédifférenciation, des activités humaines peut être interprété de différentes manières. Mais on peut le résumer en disant qu'il a accompagné le développement du rationalisme. Les humains ont peu à peu abandonné le mythe (mythos) pour la science (logos), la magie pour la technique, la théocratie pour la démocratie, l'art religieux pour l'art profane, etc.

Le plus important, pour nous, aujourd'hui, est de considérer *comment* s'est effectué ce processus. Les historiens insistent beaucoup sur l'idée qu'en Occident il n'a pas été seulement imposé à la religion (même s'il l'a été aussi, c'est l'évidence : souvenez-vous du conflit violent des révolutionnaires de 89 avec le catholicisme). Car il est né aussi d'une *évolution interne de la religion chrétienne*. Les religions ne sont pas, en effet, des réalités homogènes (voyez les multiples nuances de l'Islam, aujourd'hui). En Europe, le protestantisme a contribué à autonomiser l'activité politique (en distinguant

mieux le pouvoir temporel du pouvoir religieux que ne le faisait le catholicisme), ou l'art (en bannissant les excès de l'art religieux médiéval). Et il est clair que de nombreux catholiques et protestants, aujourd'hui, en France, sont sincèrement tolérants et laïques. On parle souvent d'un processus de « sécularisation interne » du christianisme.

Je ne donnerai qu'un exemple d'une évolution interne du christianisme, la célèbre *Lettre sur la tolérance* de John Locke (milieu XVIIe).

La fonction de l'État, pour ce philosophe protestant qu'est Locke, est celle d'un moyen que des hommes se considérant comme libres, égaux et rationnels se donnent pour parvenir à leurs fins. Ces fins, ce n'est pas d'assurer le bonheur collectif ou individuel, mais de garantir seulement les conditions de la recherche du bonheur individuel (« conserver et promouvoir les biens civils de chacun », dit la *Lettre sur la tolérance*, c'est-à-dire la vie, la liberté, l'intégrité du corps et sa protection contre la douleur, la possession des biens extérieurs). *A fortiori* la fin de l'État n'est pas le salut des âmes (c'est une affaire privée, dit Locke, comme la santé du corps, la richesse ou la moralité). L'idée de salut individuel est pour Locke incompatible avec l'idée que quelqu'un pourrait, en nous contraignant à telle croyance ou pratique, en être l'auteur à notre place. Le raisonnement est simple : c'est la foi seule qui assure le salut ; or on ne peut croire sur l'ordre d'autrui ; donc on ne peut nous « forcer d'entrer » (comme le dit une malheureuse formule de l'Évangile selon Luc, 14, 23, qui a rendu possible les conversions obligatoires et les bûchers de l'Inquisition). Cet argument, au centre de la *Lettre sur la tolérance*, Locke le tire de l'Évangile : le Christ n'a énoncé la loi d'aucun royaume, institué aucun État, aucune nouvelle forme de cité. L'idée de *tolérance* est donc une idée chrétienne, c'est de l'Évangile que l'on doit tirer, contre les sectes catholiques et protestantes, le principe fondamental : « il faut avant tout distinguer les affaires de la cité et celles de la religion ». Le christianisme n'est pas une doctrine politique, mais il ouvre, aux yeux de Locke, le champ du politique comme champ autonome. L'intolérance des églises est la preuve qu'elles ne sont pas chrétiennes, qu'elles ne sont pas religieuses, mais des phénomènes purement politiques (« signes de la lutte des hommes pour le pouvoir » ; « la religion et le salut des âmes servent de prétexte à la rapine et à l'ambition »). Cette intolérance est le moyen utilisé par les princes pour gouverner (en

déclarant une secte « officielle ») ou le moyen, pour une secte, d'asseoir son pouvoir à l'ombre de la Cour en persécutant d'autres hommes (les sectes sont serviles, remarque Locke, elles s'adaptent très vite à un nouveau pouvoir, modifient doctrine et culte en conséquence ; pensez à l'église orthodoxe de Russie, aujourd'hui). Les sectes régnautes ne sont donc pas des églises, dont Locke donne l'admirable définition suivante : « une société d'hommes libres réunis pour adorer publiquement Dieu de la façon qu'ils jugent lui être agréable et propre à leur faire obtenir le salut » (une église est donc une association privée, comparable à une société de lettres, un syndicat de marchands ou une association de loisir). Ses lois internes ne regardent pas l'État, qui n'a pas à intervenir dans l'Église ; et ses lois ne concernent pas les autres citoyens, ne s'appliquent pas à eux. Les limites de l'État et de l'Église doivent donc être très nettement tracées. Cela n'évitera pas les conflits entre la loi et la croyance, conflits qui seront cependant limités si l'État est bien gouverné, ajoute Locke. Le vrai christianisme et le véritable État, l'État libéral, se rejoignent ; la charité, douceur et bienveillance envers tous les hommes, par lesquelles il définit le christianisme, s'accordent avec la reconnaissance de la liberté individuelle, avec l'idée de mêmes droits pour tous. Si des conflits demeurent, cependant, le croyant doit s'abstenir d'appliquer la loi et se soumettre à la peine prévue par la loi (pour Locke, l'État peut avoir tort en face de la conscience individuelle, de la conviction religieuse ; mais le croyant acceptera la peine en tant que citoyen, en tant qu'homme rationnel convaincu de la nécessité d'une telle institution).

Cette délimitation des domaines religieux et politique, comme celle du domaine religieux et scientifique, etc. a une conséquence importante, qui ne concerne pas seulement la politique et la science. Ces dernières gagnent évidemment leur autonomie grâce à cette délimitation, mais la religion aussi y gagne son autonomie. Pour prendre l'exemple du christianisme, si on lit attentivement Paul, on peut constater qu'il ne confondait ni la religion et le pouvoir politique, ni la science et la foi.

Je vous renvoie à un texte fondamental de Paul, l'*Épître aux Corinthiens*.

Dans des phrases courtes et célèbres de cette épître, Paul dit trois choses fondamentales :

(1) la foi n'est pas une *vue* (pas une évidence sensible : d'où l'absurdité de la phrase que Khrouchtchev a prêtée à Gagarine, qui aurait dit être allé dans l'espace et n'avoir pas rencontré Dieu) : il n'y a pas de signes sensibles de Dieu, comme le demandaient les Juifs, dit Paul ; la croyance est d'un autre ordre que le savoir sensible.

(2) la foi n'est pas une *conjecture* (une hypothèse scientifique, un calcul de probabilité) : du point de vue de la raison, dit Paul, c'est une « folie » pour les philosophes grecs rationalistes, dit-il. On n'accède pas à Dieu par le raisonnement (d'où la vanité des « preuves de l'existence de Dieu », dénoncées par Pascal, pour qui « c'est le cœur qui sent Dieu »).

(3) la foi n'est donc ni un savoir sensible ni un savoir rationnel, c'est une croyance originale, et *une croyance assumée comme telle* : le chrétien dit « credo », « je crois », il ne présente généralement pas sa croyance comme un savoir, il la distingue de tout savoir sensible ou rationnel, il la considère comme un *espoir*, qui n'exclut pas le doute (même s'il existe des croyants dogmatiques et fanatiques, car toute pensée humaine peut évidemment devenir dogmatique et fanatique : il y a des fanatiques du progrès, de la révolution, de l'écologie, etc.). La foi est un « espoir », dit Paul, « scandale pour les Juifs, folie pour les nations [c'est-à-dire les Grecs] », une « confiance » (le chrétien espère être sauvé, il a confiance en Dieu comme créateur et rédempteur).

C'est pourquoi de nombreux chrétiens considèrent aujourd'hui que la différenciation des sphères d'activité humaine a tout compte fait été bénéfique à la religion chrétienne. Elle a permis d'éliminer ses « impuretés », par exemple la confusion avec la politique, des impuretés aux conséquences terribles (l'Inquisition). On pourrait dire, comme le dit Locke, que cette différenciation a permis à la religion d'être elle-même, d'être religion, de ne plus être un phénomène politique. Cette différenciation a permis de ne plus confondre science et religion, politique et religion, philosophie et religion, art et religion, etc. Cela n'empêche pas certains, évidemment, de vouloir détricoter la différenciation (il y a des catholiques américains s'élèvent contre l'enseignement de la théorie de l'évolution à l'école, en confondant science et foi).

Restent trois questions que je me contente de poser, sans chercher à y répondre : l'Islam parviendra-t-il à différencier les différentes sphères de l'activité humaine, comme l'a fait le christianisme (par une évolution interne et, il faut aussi le reconnaître, avec l'aide d'une puissante pression externe) ? ; le christianisme saura-t-il éviter la régression vers un discours total et totalitaire, toujours possible ? ; le rationalisme saura-t-il éviter d'ériger l'athéisme en croyance dogmatique, comme cela a malheureusement été fait plusieurs fois dans l'histoire ?

Serge Champeau, septembre 2024